



Rural Evaluation NEWS

LETTRÉ D'INFORMATION DU HELPDESK ÉVALUATION EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

ÉVALUATION DES RÉSULTATS DES PDR: COMMENT PRÉPARER LES RAPPORTS SUR LES ÉVALUATIONS EN 2017

Vers une approche orientée résultats

Au cours de la période de programmation 2014-2020, l'allocation des fonds publics et la manière de les dépenser font l'objet d'une surveillance plus étroite, et ce, dans tous les domaines politiques de l'UE. En effet, la Commission européenne, les décideurs politiques, les autorités chargées des programmes et le grand public (nous, les contribuables) souhaitent de plus en plus connaître les résultats des dépenses publiques consacrées aux objectifs et aux priorités en matière de développement au niveau européen, national et régional.

Dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC), un nouveau système de suivi et d'évaluation a été mis sur pied en ce qui concerne le développement rural. Il permettra de fournir à l'ensemble des intéressés des informations essentielles sur la mise en œuvre du développement rural, ses résultats et ses impacts. Ce système met l'accent sur une approche orientée résultats de la mise en œuvre des politiques.

Mettre en lumière les résultats réalisés par la politique menée

En vue de vérifier la progression de la mise en œuvre des politiques de développement rural et de mettre leurs résultats en évidence, le nouveau système prévoit l'établissement de rapports au niveau des programmes de développement rural



▲ Rencontre du groupe de travail thématique et du Sounding Board

(PDR), et ce, en plusieurs étapes successives étroitement liées aux rapports sur les fonds de la PAC et les fonds ESI, et qui alimentent ceux-ci.

Les rapports annuels standard débiteront en 2016 pour les RDP et se poursuivront chaque année en fournissant des informations sur la mise en œuvre des programmes, la progression des activités d'évaluation ainsi que toute autre question relative aux performances des PDR. En 2017 et 2019, les autorités de gestion soumettront des rapports annuels sur la mise en œuvre améliorés (RAMO) qui reprendront les conclusions de l'évaluation, par exemple la quantification des résultats du programme, des réponses aux questions d'évaluation et (en 2019) le progrès dans la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020. >



BONNES PRATIQUES

PREMIER ATELIER:
OCTOBRE 2015

PAGE 5



ACTUALITÉS

ENVIEVAL: DE NOUVELLES MÉTHODES
D'ÉVALUATION POUR L'AVENIR

PAGE 10



RETOUR AUX FONDAMENTAUX

AUTOÉVALUATION ET ÉVALUATION:
QUELLES DIFFÉRENCES?

PAGE 14



CALENDRIER

QUEL EST LE PROGRAMME?

PAGE 18

Ces rapports constitueront une source d'information intrinsèque pour les intervenants concernés ainsi que pour la Commission, le Parlement, le Conseil et la Cour des comptes européenne afin de mettre en place une approche orientée résultats des processus décisionnels futurs.

Premier bilan des résultats des PDR en 2017

L'évaluation des PDR en 2017 est une étape cruciale en vue d'atteindre l'objectif consistant à parvenir à des évaluations efficaces pour l'ensemble de la période de programmation. Les autorités de gestion établiront des rapports non seulement sur les informations de suivi, mais incluront, pour la première fois, des conclusions réelles sur les évaluations de la période 2014 à 2016. À cet effet, des évaluateurs qui travaillent en toute indépendance se chargeront de:

- Quantifier les résultats des programmes à l'aide d'indicateurs de résultats (indicateurs de résultats complémentaires, indicateurs spécifiques aux programmes et indicateurs supplémentaires);
- Évaluer les contributions primaires et secondaires des opérations achevées des PDR;
- Répondre aux questions d'évaluation relatives aux domaines prioritaires et à d'autres aspects.

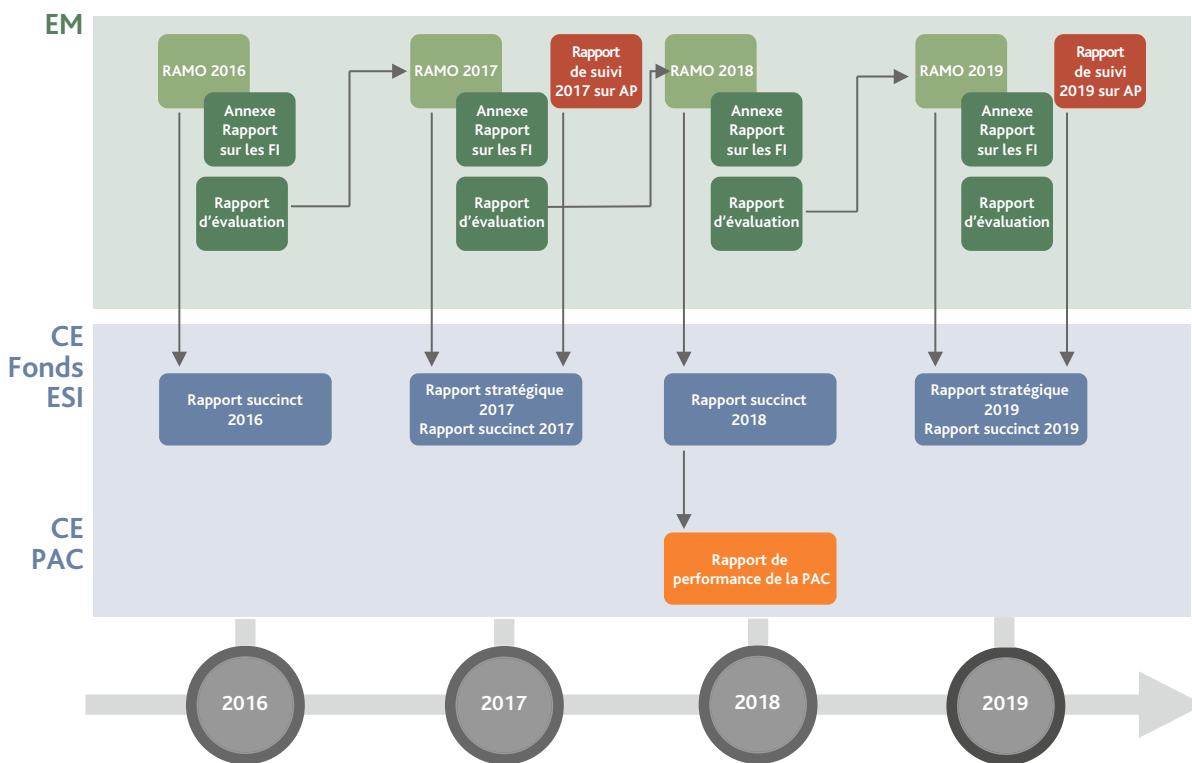
Outre le fait qu'elles mettront en évidence les résultats obtenus par cette politique, les activités d'évaluation de ce rapport sur la mise en œuvre améliorée constitueront le premier test réel d'adéquation des systèmes de gestion des données dans les États membres ainsi que de leur capacité à fournir les données factuelles nécessaires en vue de l'évaluation des résultats des PDR en 2017 et au-delà.

Quels sont les principaux défis ?

Afin d'atteindre les objectifs de l'évaluation des résultats des PDR en 2017 et ultérieurement des impacts, en 2019, les États membres doivent tenir compte des spécificités de la nouvelle période de programmation et se préparer dès à présent à appliquer des méthodologies solides à travers les initiatives suivantes:

- **Compléter les éléments d'évaluation pour chaque PDR:** la flexibilité de la programmation a des conséquences multiples sur l'évaluation. Les mesures ne sont plus attribuées à un seul "axe" spécifique, comme par le passé, mais peuvent désormais être programmées dans le cadre de différents domaines prioritaires/priorités de l'Union et d'objectifs spécifiques aux programmes. Toutefois, cette flexibilité nécessite que le système de suivi et d'évaluation soit spécifiquement adapté à chaque PDR. Afin de saisir pleinement les effets d'un PDR donné, le système commun doit être complété par des éléments spécifiques aux programmes (questions d'évaluation et indicateurs).
- **Accumuler des données probantes pour des évaluations solides:** les États membres doivent déterminer dès à présent les données qui sont nécessaires afin de saisir des résultats réels en 2017 ainsi que les impacts futurs du programme en 2019. Ces données doivent comprendre des valeurs de référence des indicateurs et, idéalement, être conformes aux méthodes choisies. Les données requises pour répondre aux questions d'évaluation doivent être identifiées à un stade précoce et spécifiées dans le cahier des charges destiné aux évaluateurs. Les sources de données existantes doivent être identifiées et faire l'objet d'une évaluation quant à leur adéquation avec chaque évaluation des PDR.

APERÇU DES EXIGENCES DE REPORTING ET LIENS 2016-2019



Source : Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural 2015





- **Évaluer les effets nets:** seules les valeurs nettes des indicateurs de résultat et d'impact indiquent la contribution réelle des PDR aux évolutions observées au sein des domaines des programmes et aux secteurs ruraux ciblés. Cela nécessite l'application de méthodes d'évaluation avancées. Pour 2017, les indicateurs de résultat seront calculés sous la forme de valeurs brutes et/ou nettes. Pour 2019, les valeurs nettes de l'ensemble des indicateurs de résultat et d'impact seront transmises. Il est important de fournir suffisamment de données sur les bénéficiaires et les non-bénéficiaires au sein du système. C'est uniquement dans ces conditions qu'il sera possible de comparer des groupes de contrôle et de déterminer les valeurs des indicateurs de résultat nécessaires pour répondre aux questions d'évaluation relatives aux domaines prioritaires et à d'autres aspects déjà requis dans l'évaluation de 2017.
- **Évaluation des contributions secondaires:** il est important de démontrer l'étendue complète des résultats obtenus par la politique de développement rural. Par conséquent, la quantification et l'évaluation des indicateurs se fondera sur les contributions à la fois primaires et secondaires des opérations achevées. Les contributions secondaires sont des contributions d'opérations supplémentaires à des domaines prioritaires autres que ceux auxquels elles sont principalement affectées. Le cadre juridique requiert une indication des contributions secondaires visées lors de la conception du programme. La validité de l'indication peut faire l'objet d'une révision lors de la préparation de l'évaluation en 2017 et, au besoin, de corrections. Un échantillonnage permettra d'estimer les contributions d'opérations supplémentaires à des domaines prioritaires
- **Compte rendu des activités d'évaluation:** les rapports sur les évaluations seront élaborés au travers d'un modèle SFC pour les rapports annuels sur la mise en œuvre pour chacune des questions d'évaluation. Ce modèle requiert non seulement un énoncé précis, mais aussi les valeurs dont résulte ce dernier. Le modèle SFC pour les rapports annuels sur la mise en œuvre permet de proposer des questions d'évaluation spécifiques aux programmes.
- **Quantification des indicateurs en cas de mise en œuvre des programmes faible ou inexistante:** en raison du lancement tardif des PDR, certains États membres peuvent être confrontés à un nombre d'opérations achevées trop faible pour pouvoir évaluer les indicateurs de résultat. Dans ce cas, il convient tout de

même de procéder au calcul des indicateurs de résultat communs et spécifiques aux programmes des mesures et des domaines prioritaires des PDR pour lesquels le programme a été suffisamment mis en œuvre. En ce qui concerne les mesures de faible mise en œuvre, il est nécessaire de tenir compte de toutes les informations disponibles sur les bénéficiaires potentiels (par exemple évaluer le total de la population de bénéficiaires disponible: candidatures, contrats existants/en cours) et d'indiquer les motifs pour lesquels les indicateurs de résultat n'ont pas pu être calculés. En cas de mise en œuvre inexistante, il convient d'utiliser des méthodes fondées sur la théorie du changement ou des évaluations qualitatives afin d'obtenir des données factuelles sur les résultats potentiels des PDR. Par ailleurs, des évaluations et des études précédentes peuvent également fournir des informations utiles dans le cadre du rapport annuel sur la mise en œuvre de 2017.

- **Proportionnalité en matière d'évaluation des résultats et des impacts des programmes:** Les effets doivent faire l'objet d'une évaluation indépendamment de l'ampleur du PDR. Toutefois, les approches et les méthodes peuvent être plus simples, par exemple en s'intéressant à la population totale plutôt qu'à des échantillons, en utilisant des méthodes qualitatives, etc.

Lignes directrices relatives à la préparation de l'évaluation des rapports annuels sur la mise en œuvre en 2017

Afin de parvenir à une compréhension commune des éléments qui doivent figurer dans le rapport annuel de 2017 et d'orienter les parties prenantes quant à l'élaboration des informations nécessaires, le Helpdesk Évaluation a lancé le groupe de travail thématique (GTT) "Évaluation des résultats des PDR: comment préparer les rapports sur les évaluations en 2017". Ce GTT a principalement élaboré un document d'orientation en collaboration avec des experts en matière d'évaluation issus des États membres, des membres du groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la PAC, des responsables de la DG AGRI et le Helpdesk Évaluation. Ces lignes directrices seront publiées début 2016 et reflètent le cadre juridique commun de l'UE ainsi que les besoins divers des parties prenantes au sein des États membres dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre des évaluations en 2017 ainsi que de l'établissement de rapports sur celles-ci. Par ailleurs, ces lignes directrices fourniront la base des connaissances dont doivent disposer les responsables publics ainsi que la communauté d'évaluation au sein des États membres afin de mener à bien l'évaluation de 2017.

Ces lignes directrices fournissent aux parties prenantes des orientations quant aux phases de planification, de préparation et de mise en œuvre des évaluations des rapports annuels sur la mise en œuvre qui doivent être envoyés en 2017 ainsi qu'à l'établissement de rapports sur ceux-ci. Ils fournissent des conseils sur les points suivants:

- Prendre les dispositions nécessaires au sein du système de suivi et d'évaluation des PDR résultant de la flexibilité en matière de programmation des interventions du FEADER.
- Veiller à ce que les indicateurs de résultat spécifiques aux programmes aient été adéquatement évalués et à ce que les réponses aux questions d'évaluation associées soient rigoureuses.
- Envisager une utilisation appropriée d'indicateurs de résultat complémentaires.
- Traiter l'évaluation de contributions supplémentaires d'opérations de développement rural à des domaines prioritaires pour lesquels elles n'ont pas été programmées, mais auxquels elles apportent néanmoins une contribution.

Les lignes directrices mettent fortement l'accent sur la bonne préparation du système d'évaluation en vue de faciliter les rapports des premiers résultats non seulement en 2017, mais en gardant à l'esprit la nécessité de procéder à des évaluations continues au cours de l'ensemble de la période de programmation.

Principaux aspects présentés dans les lignes directrices

Des informations et des recommandations sont transmises aux **autorités de gestion** en ce qui concerne les éléments qui doivent faire l'objet de rapports en 2017, y compris des éléments spécifiques aux PDR. Une attention toute particulière a été accordée aux

éléments qui doivent figurer dans les évaluations ainsi qu'à la manière de garantir la qualité des informations fournies dans le rapport annuel sur la mise en œuvre de 2017. Par ailleurs, les lignes directrices présentent la manière d'aborder les questions de gouvernance ainsi que la gestion des évaluations, y compris l'implication de divers acteurs et la communication des résultats d'évaluation.

Les évaluateurs bénéficieront d'un processus étape par étape afin de mieux répondre aux questions d'évaluation en 2017. Des documents de travail existants tels que les fiches relatives aux indicateurs cibles et de résultats complémentaires ou aux questions d'évaluation communes pour les PDR de la période 2014-2020 sont pris en considération dans le cadre de la préparation et des réponses aux questions d'évaluation.

Des outils pratiques, des modèles et des listes de contrôle sont également intégrés afin d'aider les parties prenantes à préparer et à mettre en œuvre les évaluations en 2017 ainsi qu'à produire des rapports sur celles-ci. Citons par exemple le modèle SFC proposé pour le point 7 du rapport annuel sur la mise en œuvre qui doit être envoyé en 2017, un aperçu des exigences en matière de rapports, des listes de contrôle pour l'autoévaluation de la qualité du rapport d'évaluation, etc. Par ailleurs, des documents autonomes distincts fourniront aux États membres d'autres outils (modèles pour répondre aux questions d'évaluation communes (QEC), exemples de bonnes pratiques, etc.).

En outre, la publication de ces lignes directrices s'accompagnera de présentations structurées au sein d'enceintes appropriées ainsi que de séances visant à faciliter des échanges pratiques entre les intervenants de l'évaluation issus des États membres. ■



PREMIER ATELIER DE BONNES PRATIQUES: 27-28 OCTOBRE 2015, VILNIUS, LITUANIE

Le premier atelier de bonnes pratiques, co-organisé par le Helpdesk Évaluation, le Forum environnemental balte et le ministère de l'Agriculture de la République de Lituanie, intitulé "**Évaluation des effets environnementaux sur les programmes de développement rural: solutions pratiques pour l'évaluation ex post 2007-2013**", a eu lieu les 27 et 28 octobre à Vilnius, en Lituanie.

Le Helpdesk Évaluation est chargé de l'organisation et de l'animation d'ateliers de bonnes pratiques sur des questions qui présentent un intérêt pour les intervenants de l'évaluation. Un atelier de bonnes pratiques est une réunion ouverte aux intervenants de l'évaluation. Il vise à échanger des expériences sur des sujets spécifiques et à offrir un forum permettant de discuter des bonnes pratiques et des enseignements tirés ainsi que d'identifier et d'évaluer les approches permettant d'améliorer les pratiques d'évaluation.

L'objectif de l'atelier était de faciliter les échanges entre les États membres en ce qui concerne les défis pratiques qu'ils rencontrent dans le cadre de l'évaluation des résultats et des impacts environnementaux des PDR dans le contexte de l'évaluation ex post des PDR 2007-2013. Les animateurs du [projet PC7 Envieval](#) ont fourni des orientations méthodologiques et ont participé aux études de cas pratiques afin d'illustrer des solutions potentielles.

Cet atelier a été organisé à un moment critique, à savoir lorsque la plupart des autorités de gestion travaillaient à la mise en œuvre de l'évaluation ex post des PDR 2007-2013 et alors qu'elles tentent actuellement d'établir les bases de l'évaluation des impacts environnementaux sur les nouveaux PDR pour 2014-2020. Cet atelier de bonnes pratiques a été l'occasion de réfléchir aux problèmes pratiques rencontrés dans le

cadre de l'évaluation des impacts environnementaux et de tenter de tirer des enseignements de la période de programmation précédente.

Cet événement a attiré de nombreux participants, 52 au total, y compris des membres de la Commission européenne, des autorités de gestion, des évaluateurs et des universitaires représentant 16 États membres.

L'atelier de bonnes pratiques s'est déroulé sur deux journées, la première comprenant une série d'exposés et de débats plus stimulants les uns que les autres, y compris quatre études de cas sur des sujets concernant:

- l'approche relative à l'**évaluation des impacts** environnementaux adoptés par le PDR lituanien;
- les défis posés par l'évaluation des impacts des PDR sur la **stabilité climatique** en Italie et en Finlande;
- les défis posés par l'évaluation des impacts des PDR sur la **qualité des sols** en Hongrie et en Écosse;
- l'évaluation des programmes agro-environnementaux ayant pour objectif la **biodiversité** en Estonie.

Des exposés introductifs ont notamment abordé les attentes de la Commission européenne, les défis posés par l'évaluation (par exemple les exigences en matière de données et les éventuelles méthodes) ainsi que les attentes des intervenants. Au cours de la seconde journée, les participants ont été divisés en groupes de travail au sein desquels ils se sont efforcés de trouver des solutions pratiques aux





difficultés soulignées lors des études de cas exposées. Ils ont ensuite échangé leurs expériences de manière collaborative.

Voici les principaux éléments et enseignements à retenir de l'atelier:

(i) Les indicateurs de remplacement peuvent constituer un outil précieux et rentable dans le cadre de l'évaluation des impacts environnementaux dans les cas où les évaluateurs sont confrontés à un déficit des données existantes ou si la qualité de celles-ci est trop faible pour qu'elles puissent être exploitées en vue de créer des indicateurs communs directs plus concrets. Les indicateurs de remplacement peuvent non seulement être utilisés comme solution alternative aux indicateurs communs, mais également comme complément visant à améliorer le niveau de solidité.

(ii) La disponibilité ainsi que la qualité des données sont essentielles pour la mise en œuvre de l'évaluation ex post. Par conséquent, il est nécessaire que l'ensemble des intervenants travaillent ensemble afin d'évaluer les améliorations qui sont nécessaires en matière de données, les lacunes les plus communes ainsi que la façon d'assurer la disponibilité à long terme des données relatives aux effets environnementaux. Les autorités de gestion devraient faire davantage d'efforts afin de conserver les droits sur les données et envisager des contrats à plus long terme afin de garantir la cohérence et la permanence de la collecte de données et de faciliter le travail des chercheurs et des évaluateurs en ce qui concerne l'élaboration de modèles plus sophistiqués. Au sein de nombreux États membres, il est essentiel de procéder à l'étape suivante: renforcer le degré de coordination et d'échange d'informations entre ministères (par exemple l'Agriculture et l'Environnement) afin d'éviter les doublons

dans la collecte de données, de favoriser la compatibilité en vue de l'évaluation des PDR et de réduire les coûts. Il est nécessaire de renforcer les capacités relatives à la collecte de données et à la modélisation statistique avancée afin de faciliter à la fois l'élaboration de modèles futurs et la gestion des modèles actuels.

(iii) L'établissement du nombre de ressources visant à faciliter une évaluation adéquate constitue une question récurrente qui reste sans réponse pour de nombreux intervenants de l'évaluation. Les participants ont échangé des expériences spécifiques à leur pays et ont conclu que si, sur le plan régional, le coût des évaluations variait considérablement d'un État membre à l'autre, il est nécessaire que les États membres s'accordent sur un niveau rentable permettant de favoriser des évaluations de qualité élevée et d'encourager un processus d'appels d'offres compétitif en vue d'obtenir des résultats de la plus haute qualité.

SE PRÉPARER À L'ÉVALUATION DES RÉSEAUX RURAUX NATIONAUX 2014-2020!

Les réseaux ruraux nationaux (RRN) réunissent des administrations et des organisations actives dans le développement rural. Les RRN peuvent fonctionner en tant qu'intervention spécifique au sein d'un seul programme de développement rural (PDR) ou en tant que programme autonome¹ (programme du réseau rural national (PRRN))².

OBJECTIFS DES RRN:

La mise en réseau par le RRN vise à:

- a) **intensifier la participation des intervenants** dans la mise en œuvre du développement rural;
- b) **améliorer la qualité de la mise en œuvre** des programmes de développement rural;
- c) **informer le public** et les bénéficiaires potentiels quant à la politique de développement rural et aux possibilités de financement;
- d) **stimuler l'innovation en matière d'agriculture, de production alimentaire, de sylviculture et d'activités en zone rurale.**

Les RRN sont soumis au suivi et à l'évaluation en vue d'améliorer la qualité et l'efficacité de leurs opérations et de leurs impacts. Par ailleurs, une évaluation approfondie doit s'intéresser à la valeur ajoutée générée par la mise en place de réseaux plus larges dans les zones rurales ainsi que la création de capital social et l'amélioration de la gouvernance. La réalisation des objectifs des RRN ainsi que leurs résultats, leurs impacts et leur valeur ajoutée constituent des moyens importants pour justifier et légitimer les fonds dépensés par les réseaux ruraux aux niveaux européen, national et régional, en particulier à une époque où les ressources sont extrêmement limitées. En outre, l'évaluation des RRN permet de montrer aux parties prenantes et aux contribuables la façon dont les fonds sont dépensés ainsi que les résultats obtenus et le coût de ceux-ci. La transparence et la responsabilité des interventions des RRN s'en trouvent renforcées.

Les facteurs de réussite ou d'échec peuvent être internes ou externes. Les facteurs internes peuvent relever de problèmes liés à l'administration et à l'exercice des activités des RRN, par exemple le fonctionnement de la cellule d'animation du réseau (CAR), tandis que les facteurs externes peuvent être dus à des problèmes liés à la culture du travail en réseau dans les zones rurales ou à son absence. Ces facteurs internes et externes peuvent servir à renforcer ou à affaiblir les effets des activités des RRN.

Les expériences recueillies au cours de la période de programmation précédente ont indiqué que l'évaluation des RRN se heurte à des défis d'ordre méthodologique en raison du caractère spécifique des interventions des RRN. Ces difficultés sont essentiellement liées à:

- la mise en place d'une logique d'intervention cohérente des RRN;
- La définition d'indicateurs spécifiques aux programmes appropriés (en particulier au niveau des résultats et des impacts) qui soient en adéquation avec les questions d'évaluation;
- des défis conceptuels relatifs à l'évaluation des résultats/impacts des réseaux ruraux afin de saisir les effets des RRN sur la mise en place de réseaux larges;
- des données et des informations de qualité suffisamment élevée;
- la gestion et la gouvernance des évaluations des RRN;
- l'approche pour mettre en avant la valeur ajoutée des RRN.

Au cours de la période de programmation précédente, les évaluations autonomes avaient été effectuées principalement pour les PRRN, tandis que les RRN avaient, dans l'ensemble, été évalués dans le cadre du PDR. La plupart de ces évaluations des RRN étaient essentiellement de nature qualitative et ne tenaient compte des indicateurs de réalisation que pour l'évaluation des performances des RRN. L'absence de précédent ainsi que plusieurs difficultés méthodologiques résultant de la nature particulière des interventions des RRN ont rendu les évaluations précédentes difficiles.

En ce qui concerne la période de programmation actuelle, une logique d'intervention plus cohérente a été proposée pour les RRN et des éléments d'évaluation communs plus stricts ont été mis en place. Cela permettra une meilleure exécution des évaluations à mettre en œuvre. Toutefois, ces éléments communs ne concernent que la base des évaluations des PRRN. En collaboration avec les intervenants de l'évaluation des RRN, les États membres doivent compléter la logique d'intervention des RRN par des objectifs spécifiques aux programmes et des groupes d'activités. En outre, il est essentiel de réfléchir aux résultats et aux impacts attendus des RRN, de mettre en place des questions d'évaluation spécifiques aux programmes et d'élaborer les indicateurs de résultat et d'impact respectifs afin de mesurer les résultats de ces RRN.

1. Dans le cas des États membres concernés par des programmes régionaux
2. Article 54 (1) du règlement (UE) n° 1305/2013

LES ÉTAPES CLÉS D'UNE ÉVALUATION RÉUSSIE

Mettre l'accent dès le départ sur des aspects clés des étapes de planification et de préparation du processus d'évaluation des RRN servira de fondation solide afin de garantir sa réussite ultérieure.

Planification des évaluations des RRN

Lorsqu'une évaluation est commandée, il convient d'observer des préceptes fondamentaux afin de garantir une qualité élevée de celle-ci. Le processus d'évaluation des RRN peut-être divisé en trois volets: la planification, la préparation et la gestion. Ce processus permet d'évaluer différents aspects du RRN: a) des évaluations complètes, qui portent sur l'efficacité, la pertinence et l'impact; b) des évaluations de la logique d'intervention du RRN; c) des évaluations de la structure du réseau. En outre, il convient de prendre en compte la diffusion et la communication des résultats d'évaluation à un stade précoce du processus.

La communication comme activité préalable stratégique

Au cours de la phase de préparation, il convient d'accorder une attention particulière à la planification des communications et aux approches relatives au renforcement des capacités à mettre en œuvre tout au long de l'évaluation. Bien que la plupart des activités de communication aient lieu à la fin du processus d'évaluation, il est essentiel de communiquer tout au long de celui-ci. Cela permettra de se faire une idée claire des types d'informations qui doivent être transmises aux différents intervenants de l'évaluation, par qui et à quel moment.

Révision de la logique d'intervention

La révision de la logique d'intervention constitue une étape importante de la préparation des évaluations. Toutefois, dans de nombreux cas, la logique d'intervention est déjà élaborée lors de l'étape de programmation. Le processus d'élaboration de la logique d'intervention débute par la réalisation d'une analyse de contexte et par une réflexion sur l'analyse AFOM ainsi que sur l'évaluation des besoins dans le cadre des objectifs et des groupes d'activités communs des RRN, conformément à l'article 54 du règlement (UE) n°1305/2013. Les États membres sont tenus de compléter la logique d'intervention par une définition d'objectifs et d'activités spécifiques aux RRN. Cette étape est suivie par une description des réalisations, des résultats et des impacts des RRN. Si la logique d'intervention existe déjà, il est conseillé à l'autorité de gestion, à la CAR ou à l'évaluateur d'effectuer une révision de celle-ci.

Définition des éléments d'évaluation

Le processus de préparation se poursuit par l'élaboration ou la révision des éléments d'évaluation (questions d'évaluation, critères de jugement et indicateurs). Le cadre juridique prévoit certains

éléments communs (logique d'intervention, 4 objectifs, 7 groupes d'action, 1 question d'évaluation et 3 indicateurs de réalisation). Ces éléments communs représentent uniquement la base des évaluations des RRN et se réfèrent principalement aux évaluations de ces derniers dans le cadre des évaluations des PDR. Les évaluations autonomes nécessitent une élaboration substantielle des éléments d'évaluation. Par conséquent, on attend des États membres qu'ils complètent les éléments communs par des éléments spécifiques aux RRN. Les questions d'évaluation doivent dériver des objectifs communs ou spécifiques aux RRN. En outre, il convient d'accompagner chaque question d'évaluation par des critères de jugement en spécifiant les questions individuelles et en les associant aux indicateurs.

Sources d'informations pour les évaluations des RRN

Ensuite, il est nécessaire d'identifier les données et les informations requises afin de répondre aux questions d'évaluation. Il convient de répertorier les sources des données et d'indiquer clairement lesquelles peuvent être obtenues auprès de l'autorité de gestion, de l'organisme payeur ou de la CAR et lesquelles doivent être recueillies par l'évaluateur en sus. La plupart des informations relatives aux évaluations des RRN seront qualitatives en raison de la nature des actions des RRN et du fait que les données quantitatives ne seront pas disponibles en abondance. Par conséquent, des méthodes qualitatives ou mixtes seront appliquées plus fréquemment dans le cadre des évaluations des RRN.

Le fait de prendre en compte les composantes stratégiques des étapes de planification et de préparation à un stade précoce du processus permettra aux intervenants de l'évaluation d'obtenir des évaluations de meilleure qualité. En définitive, cela permettra également de faciliter le rôle des évaluations en tant qu'outil de gouvernance important du cycle de politiques en contribuant positivement à la mise en œuvre des fonds et des instruments d'intervention.

En vue de soutenir les intervenants de l'évaluation dans l'exécution de leurs tâches, un document d'orientation relatif à l'évaluation des RRN a récemment été élaboré par un groupe de travail thématique sous la conduite du Helpdesk Évaluation et en étroite collaboration avec la Commission européenne ainsi que les États membres. Ces lignes directrices permettent non seulement d'appuyer la planification et la préparation des évaluations, mais fournissent également d'autres recommandations quant à la manière de mettre en œuvre l'évaluation d'un RRN en tant qu'exercice autonome ou dans le cadre de l'évaluation d'un programme. D'autres activités de renforcement des capacités du Helpdesk Évaluation visant à fournir un rôle d'appui dans le cadre de l'évaluation des RRN sont prévues en 2016.

LIGNES DIRECTRICES RELATIVES À L'ÉVALUATION DES RÉSEAUX RURAUX NATIONAUX

"Document d'orientation: évaluation des réseaux ruraux nationaux 2014-2020" est un document non contraignant qui sert à compléter les exigences légales relatives aux évaluations des RRN. Ce document clarifie les éléments communs relatifs aux évaluations des RRN et fournit un ensemble de recommandations plus large quant à la manière de formuler et de gérer celles-ci, à la fois en tant qu'exercice autonome et dans le cadre des évaluations des PDR. Les lignes directrices sont conçues comme un guide pratique destiné aux intervenants de l'évaluation des RRN. Elles comprennent des recommandations étape par étape sur les processus ainsi que les méthodes d'évaluation des RRN.

Les lignes directrices fournissent des conseils pratiques sur des questions spécifiques relatives à l'évaluation des RRN: (1) la conception et l'évaluation de la logique d'intervention des RRN et (2) le choix et l'application des méthodes qualitatives.

Les lignes directrices sont divisées en quatre parties. L'introduction permet aux lecteurs de se familiariser avec les thématiques générales. La partie I aborde les procédures relatives à la planification, à la préparation et à la gestion de l'évaluation à l'intention du commissionnant (autorité de gestion ou CAR). La partie II fournit des conseils aux évaluateurs quant à la façon de mener à bien l'évaluation et la partie III comprend un aperçu de certaines méthodes qualitatives qui peuvent être utilisées dans le cadre de l'évaluation des réseaux ainsi que des exemples de modèles et de tableaux.

Les lignes directrices sur l'évaluation des RRN seront achevées début 2016. ■



Envoyez vos
questions à:

info@ruralevaluation.eu



ENVIEVAL: DE NOUVELLES MÉTHODES D'ÉVALUATION POUR L'AVENIR

Les évaluations des impacts environnementaux des PDR se caractérisent par une série de défis d'ordre méthodologique. Des analyses ou estimations contrefactuelles rigoureusement étayées sont essentielles afin de permettre d'attribuer sans équivoque les changements environnementaux observés aux mesures et programmes stratégiques mis en œuvre. Pour ce faire, il est nécessaire de tenir compte des questions relatives à la sélection des échantillons dans le cadre de la conception des groupes de comparaison. Toutefois, de récentes évolutions d'ordre méthodologique ont permis d'améliorer la capacité d'analyse des impacts de l'agriculture et de la sylviculture sur la mise à disposition de différents biens publics essentiels. Dans ce contexte, l'objectif principal d'ENVIEVAL est de mettre à l'épreuve les contributions de nouveaux indicateurs et de nouvelles méthodes en vue de relever les principaux défis posés par les évaluations environnementales et d'élaborer un cadre conceptuel et méthodologique pour l'évaluation des impacts environnementaux des mesures et des programmes de développement rural au sein des États membres de l'UE.

ENVIEVAL: l'élaboration et l'application de nouveaux cadres méthodologiques pour l'évaluation des impacts environnementaux des mesures et des programmes de développement rural au sein des États membres de l'UE est un projet européen collaboratif (l'Institut Thünen, l'Institut James Hutton, l'Université agricole d'Athènes (AUA), l'Institut des Ressources naturelles de Finlande (LUKE), le Conseil pour la Recherche et l'Économie agricoles (CREA), le Forum environnemental balte (BEF), et l'Université Szent Istvan (accord de financement n° 312071) associé au programme-cadre 7. <http://www.envieval.eu/>

Ces nouveaux cadres méthodologiques fournissent des orientations quant à la sélection et à l'application de méthodes d'évaluation rentables visant à estimer les effets nets des mesures et des programmes de développement rural sur les principaux biens publics issus de l'agriculture et de la sylviculture.

Mettre les approches méthodologiques à l'épreuve des conditions réelles

L'état et le degré de la mise à disposition de différents biens publics issus de l'agriculture, tels que la stabilité climatique, la biodiversité, la qualité de l'eau, la qualité des sols, les paysages et le bien-être animal ainsi que les priorités des programmes de développement rural varient considérablement en fonction des différents environnements ruraux des pays participant au projet, notamment la Finlande, l'Allemagne, la Grèce, Hongrie, l'Italie, la Lituanie et le Royaume-Uni. Ces différents cas fournissent un cadre varié pour la mise à l'épreuve d'approches

améliorées visant à évaluer les impacts environnementaux des PDR à travers des différences quant à la mise à disposition de biens publics, de structures agricoles et de données (exigences, disponibilité et accès). L'objectif principal des études de cas sur les biens publics était de mettre à l'épreuve les contributions potentielles des indicateurs et des méthodes sélectionnés afin de relever les principaux défis posés par l'évaluation des impacts environnementaux des PDR. En outre, les études de cas ont été utilisées pour mettre à l'épreuve l'applicabilité du cadre méthodologique élaboré pour les évaluations environnementales des PDR. Les principaux défis posés par l'évaluation des impacts environnementaux des PDR ont été identifiés au début du projet et validés par le biais de consultations avec les évaluateurs, les représentants des autorités de gestion, les organisations de contrôle de différents pays de l'UE ainsi que le Helpdesk Évaluation. Les résultats des études de cas sur les biens publics ont fourni:

- des contributions d'indicateurs supplémentaires (non SCSE) testés en vue de remédier aux lacunes des indicateurs;
- des contributions d'approches de modélisation avancées testées aux niveaux micro et macro en vue de faire face à la complexité des biens publics en tenant compte d'autres facteurs en jeu et en fournissant des solutions aux situations sans participants (ou dont le nombre de participants est très limité);
- des contributions à l'intégration d'analyses contrefactuelles et aux questions de sélection des échantillons dans le cadre des évaluations environnementales des PDR.

Les questions relatives aux données ont revêtu une importance particulière dans l'ensemble des études de cas. Les exigences en matière de données des indicateurs et des méthodes choisis ont fait l'objet d'une évaluation et des domaines d'études de cas présentant une disponibilité des données relativement satisfaisante ont été sélectionnés. Un aspect important des études de cas a consisté à identifier les lacunes dans les données et à mettre sur pied des solutions pratiques pour gérer celles-ci.



Guide méthodologique pour les évaluations environnementales

Les résultats des tests des études de cas ont alimenté la rédaction d'un guide méthodologique simple d'utilisation consacré aux évaluations environnementales des résultats et des impacts des PDR en 2017 et en 2019 ainsi qu'à l'évaluation ex post des PDR pour la période 2014-2020. Ce guide s'adresse principalement aux évaluateurs et leur fournissent des orientations quant à la conception d'approches d'évaluation rentables en ce qui concerne la tâche d'évaluation spécifique en question. Par ailleurs, il mettra en lumière des questions centrales qui présentent un intérêt pour les autorités de gestion, par exemple au sujet de la planification des données existantes et des lacunes de celles-ci ainsi que de l'importance des problèmes administratifs tels que la durée des contrats d'évaluation. En plus des précieux conseils prodigués dans le document d'orientation relatif à l'évaluation ex post et celui sur l'évaluation des résultats en 2017 élaborés par le Helpdesk Évaluation, le guide ENVIEVAL se concentrera en particulier sur les aspects méthodologiques des évaluations environnementales et s'intéressera à une série de méthodes et d'indicateurs environnementaux.

Solutions visant à remédier aux lacunes dans les données en ce qui concerne les groupes de comparaison

Les problèmes relatifs aux lacunes dans les données et à l'accès à celles-ci entravent lourdement l'efficacité de l'application de méthodes d'évaluation avancées ainsi que d'indicateurs environnementaux directs. Les résultats du projet ENVIEVAL indiquent que même dans les situations où les données présentent des lacunes, il est possible d'envisager certains problèmes relatifs à la sélection des échantillons à travers une approche ad hoc dans le cadre de la conception des groupes de comparaison.

- Dans les cas de niveau micro, l'application d'approches statistiques avancées fondées sur des échantillons moins importants et sur des données lacunaires peut permettre de renforcer la solidité des

résultats par rapport à l'utilisation d'approches ad hoc utilisées pour faire face aux difficultés posées par la sélection des échantillons.

- Dans les cas de niveau macro, les approches de modélisation avancées peuvent constituer une autre solution à l'analyse contrefactuelle "avant-après" des impacts environnementaux des PDR, par exemple:
 1. Dans les cas où les mesures ont été mises en œuvre sur toute la zone et en l'absence de non-participants;
 2. Dans les cas d'évaluation agrégée des effets du programme au niveau macro.

Choisir une approche d'évaluation en fonction de la disponibilité des données

Le choix de l'approche d'évaluation dépend de la disponibilité des données et des possibilités de réaliser une analyse contrefactuelle. Cela signifie avant tout que l'évaluateur peut avoir besoin d'établir des priorités entre les indicateurs de résultat et d'impact disponibles et d'examiner le niveau d'analyse contrefactuelle possible pour chacun des cas avant de choisir une méthode de réalisation de cette analyse contrefactuelle (à moins que plus d'une approche ne soit utilisée). Un indicateur de remplacement relativement faible associé à une bonne analyse contrefactuelle n'est pas forcément préférable à un bon indicateur environnemental direct associé à des données plus détaillées en matière d'impact.

Renforcer la rentabilité des évaluations à travers la planification

Il est nécessaire de disposer de programmes de suivi environnemental supplémentaires ou spécifiquement ciblés pour permettre une application rentable des approches d'évaluation avancées et pleinement exploiter leur potentiel. La rentabilité des évaluations environnementales des PDR serait considérablement renforcée si l'on intégrait les exigences en matière de données des évaluations d'impact dans l'élaboration des plans d'évaluation dès le début du processus de planification. ■



EVALUATIONWORKS!

Événements annuels de renforcement des capacités

Le Helpdesk Évaluation s'intéresse davantage au renforcement des capacités au sein des États membres à travers l'organisation de nouvelles activités innovantes, notamment des événements annuels de renforcement des capacités au cours de la nouvelle période de programmation. Ces événements annuels offrent un forum permettant de:

- Échanger des informations et des enseignements entre tous les intervenants participant à l'évaluation des PDR;
- Aborder une série de sujets qui représentent des défis dans le but de renforcer les capacités de l'ensemble des participants;
- Partager les conclusions des débats avec des intervenants issus des États membres et de l'UE.

Les événements de renforcement des capacités "EvaluationWORKS!" offrent aux États membres et aux intervenants la possibilité de participer activement à l'ensemble du processus et de pleinement s'en approprier les résultats. À cet égard, ils sont organisés dans des endroits aisément accessibles et sont animés dans la langue locale.

L'expert géographique du Helpdesk Évaluation se charge de l'organisation de l'événement en étroite collaboration avec les autorités de gestion locales ou le ministère responsable. Les débats qui ont lieu au cours de ces réunions font l'objet de rapports et d'échanges avec les participants et les conclusions qui présentent de l'intérêt sont synthétisées et présentées à un public plus large au niveau européen, ce qui permet des retours d'expérience avec ce dernier ainsi que la mise en place d'un processus d'apprentissage mutuel.

Les groupes cibles comprennent notamment:

- les autorités de gestion, les organismes payeurs, les membres des comités de suivi, les groupes directeurs des évaluations, les RRN et les responsables des GAL.



Contenu de l'atelier

Les thématiques de l'édition 2015 de "EvaluationWORKS!" ont été établies par les intervenants à travers l'enquête annuelle. Les experts géographiques se sont entretenus avec un échantillon de RRN et d'autorités de gestion afin d'identifier les besoins concernant l'évaluation ex post, la collecte des données, le Système commun de suivi et d'évaluation (SCSE) ainsi que l'évaluation des RRN.

Cette enquête a permis de dégager trois thématiques principales en matière de renforcement des capacités. Les États membres peuvent choisir d'en couvrir une ou plusieurs lors de leurs événements de formation afin d'adapter ces derniers à leurs besoins spécifiques.

Les trois thématiques principales dégagées pour l'année 2015 sont les suivantes:

THÉMATIQUES CHOISIES PAR LES ÉTATS MEMBRES

MODULE A

Le SCSE
BE (WL), CY, EL, PT, RO

MODULE B

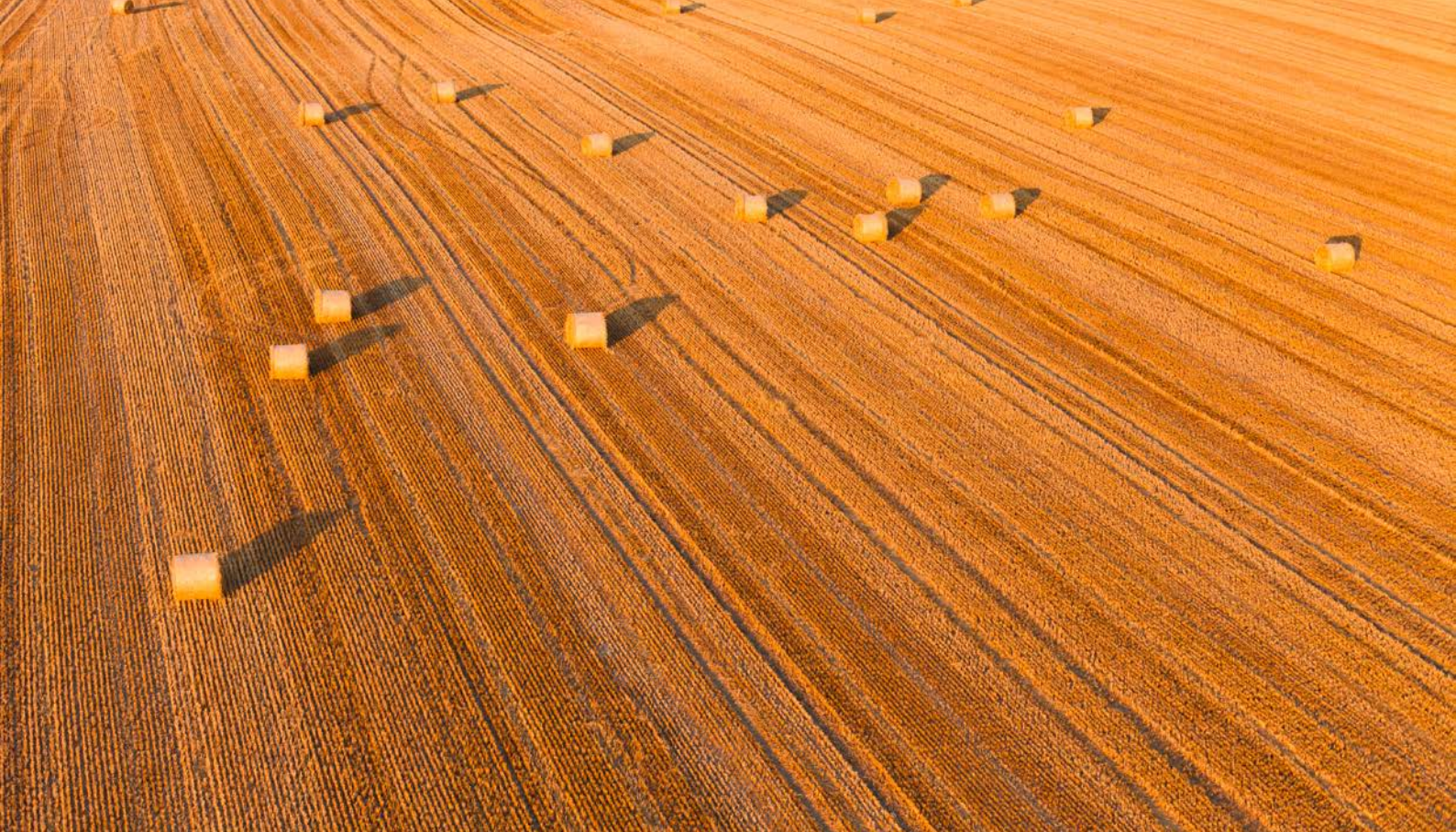
La mise en place du
système permettant de
répondre aux QE
AT, BG, CZ, DE, DK, FI, HU, LT,
LV, MT, PL, SK, IE + UK

MODULE C

Évaluation de
LEADER/CLLD/SDL
BE (VL), EE, ES, HR, LU, NL,
PT, SE, SI, IE + UK

Introduction au SCSE (+ MODULE B ou C)
BE (WL), DK, HR, HU, MT, IT, IE + UK





MODULE A: Le SCSE

- Objectif et utilisation du SCSE
- Éléments du SCSE et rapports entre ceux-ci
- Différences entre le SCSE et le CCSE

MODULE B: La mise en place du système permettant de répondre aux questions d'évaluation (QE)

- Objectif et exigences des QE
- En 2017/2019, quand répondre aux questions, et auxquelles ?
- Comment établir un système pour répondre aux QE

MODULE C: Évaluation de LEADER /CLLD/SDL

- Exigences de la Commission européenne relatives à l'évaluation de LEADER
- Rôle des acteurs concernant le soutien aux évaluations au niveau des PDR/GAL
- Spécificités de l'évaluation de LEADER au niveau des PDR/GAL

Le Helpdesk Évaluation organise des événements de renforcement des capacités au sein des États membres sous la forme d'ateliers interactifs animés par ses experts géographiques et appuyés par des documents préparés par le Helpdesk et adaptés aux besoins de chacun des États membres.

Sur la base de ces événements de renforcement des capacités, les experts géographiques rendront compte des informations essentielles au Helpdesk et celles-ci seront ensuite utilisées pour élaborer un rapport de synthèse intitulé "Événements annuels de renforcement des capacités dans les États membres".

Deux événements de renforcement des capacités organisés en Slovaquie et en République tchèque servent à illustrer les thématiques abordées au cours de ces exercices inédits. ■

EVALUATIONWORKS! SLOVÉNIE 2015

Cet événement s'est concentré sur le renforcement des capacités en matière de suivi et d'évaluation des stratégies de développement local (SDL).

Les participants ont abordé (1) la compréhension des évaluations dans le cycle politique (2), la façon d'utiliser des éléments du système de suivi et d'évaluation dans les SDL et (3) la façon de renforcer les capacités en vue de planifier l'évaluation des SDL.

EVALUATIONWORKS! RÉPUBLIQUE TCHÈQUE 2015

Cet événement s'est concentré sur la mise sur pied du système de réponse aux QE.

Il avait pour objectif principal de permettre aux participants de (1) comprendre l'objectif des QE, (2) se familiariser avec les questions auxquelles il faudra répondre en 2017 et en 2019, (3) comprendre les étapes qui président à l'élaboration des réponses aux QE et (4) comprendre comment relever les défis posés par la flexibilité introduite dans le programme.

AUTOÉVALUATION ET ÉVALUATION: QUELLES DIFFÉRENCES?

L'autoévaluation est un processus réflexif permanent conçu et appliqué par ceux qui mettent en œuvre une intervention ou y participent (par exemple les responsables des programmes, les bénéficiaires, les membres du réseau). Elle permet d'observer les activités de l'intérieur et se concentre sur les performances générales. Les acteurs concernés analysent la façon dont ils travaillent et se demandent de quelle manière ils contribuent à la réalisation des objectifs convenus. De par sa nature participative, l'autoévaluation permet à l'ensemble de ses participants de tirer des leçons de leurs démarches.

L'évaluation, en revanche, fournit un point de vue externe et indépendant sur les interventions (par exemple les programmes, les projets et les réseaux) et permet d'établir la mesure dans laquelle les objectifs ont été remplis ainsi que les résultats (et impacts) obtenus grâce aux intrants alloués. Souvent, la portée de l'évaluation est prédéfinie par la

législation ou par son client. L'évaluation participe à l'amélioration des obligations redditionnelles se rapportant aux fonds dépensés et garantit que les interventions sont mises en œuvre conformément aux objectifs stratégiques tout en veillant à ce qu'elles alimentent la conception des politiques. Sur le plan pratique, le jugement final est élaboré sur la base de méthodes rigoureuses au moyen de questions d'évaluation prédéfinies, de critères de jugement et d'indicateurs.

Il est judicieux d'établir des liens entre les deux exercices: ainsi, l'évaluation peut exploiter les données collectées par l'autoévaluation comme éventuelle source d'information pour évaluer l'efficacité, les résultats et les impacts de l'intervention. Quant à l'autoévaluation, elle peut exploiter les résultats de l'évaluation afin de stimuler encore davantage l'autoréflexion et les enseignements que peuvent tirer l'ensemble des acteurs.

AUTOÉVALUATION		ÉVALUATION
Effectuée par des acteurs participant à une intervention (responsables des programmes, bénéficiaires, etc.).	Qui?	Effectuée par un évaluateur indépendant (engagé par l'autorité de gestion, le ministère, etc.).
<ul style="list-style-type: none"> Faciliter la direction et la gestion; Permettre de tirer des leçons; Montrer la valeur ajoutée. 	Pourquoi?	<ul style="list-style-type: none"> Garantir le bon fonctionnement de l'intervention et la contribution aux objectifs stratégiques; Fournir des orientations quant à la mise en œuvre et à la conception des politiques.
<ul style="list-style-type: none"> Évaluer le processus d'exécution; Évaluer la valeur ajoutée perçue; Identifier des aspects perfectibles. 	Quoi?	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer l'efficacité, les réalisations, les résultats et les impacts et les contributions à l'égard des objectifs stratégiques; Vérifier la pertinence des interventions.
Formative , orientée processus, méthodes principalement qualitatives.	Comment?	Sommative , orientée résultats, mélange de méthodes quantitatives et qualitatives.
Informations de suivi et de compte rendu, fiches de retours d'information, etc...	Sur quelle base?	Données de suivi (et de l'autoévaluation), informations supplémentaires collectées par un évaluateur.
Amélioration des activités, de la gestion et des mécanismes d'exécution.	Résultat?	Amélioration de la logique d'intervention, de la pertinence de l'intervention, de la conception des politiques.

Source : Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural 2015



LE GROUPE D'EXPERTS CHARGÉ DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA PAC

La 8^e réunion du groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la politique agricole commune (PAC) a eu lieu le 12 novembre 2015. Cette rencontre a réuni des représentants de la Commission européenne ainsi que des États membres.

La DG AGRI a informé les experts des derniers documents disponibles et a fourni des informations relatives aux notifications sur le verdissement et aux indicateurs de suivi des États membres se rapportant à celle-ci. Le Helpdesk Évaluation a présenté le projet de lignes directrices définitives du groupe de travail thématique "Évaluation des résultats des PDR: comment préparer les rapports sur les évaluations en 2017", le projet de lignes directrices du groupe de travail thématique "Évaluation des RRN 2014-2020" ainsi que les premiers résultats des événements de renforcement des capacités organisés au sein des États membres. Cet article se concentrera dans les pages suivantes sur une analyse en profondeur de l'exposé de Gesa Wesseler, de l'unité E.3 de la DG AGRI.

L'unité E.3 de la DG AGRI (analyse économique de l'agriculture dans l'UE) a présenté les sources de données concernant les indicateurs de contexte de la PAC 2014-2020 déjà disponibles à des fins d'évaluation et présentant un intérêt particulier pour nos lecteurs.

Les indicateurs de contexte de la PAC reflètent des aspects pertinents des tendances contextuelles générales en matière d'économie, d'environnement et de société susceptibles d'exercer une influence sur la mise en œuvre, les résultats et les performances de la PAC (article 1(d) et section 4 de l'annexe au règlement d'exécution (EU) n° 834/2014). Un ensemble de 45 indicateurs (annexe IV au règlement d'exécution de la Commission (EU) n° 808/2014) décrit le contexte général dans lequel ont lieu la conception, la planification et la mise en œuvre des politiques à mener. Ces indicateurs s'inscrivent dans le cadre du suivi et d'évaluation pour la PAC 2014-2020 et sont utilisés dans les PDR afin de fournir une description générale complète de la situation actuelle de la zone de programmation. La Commission européenne fournit une mise à jour annuelle des données relatives à ces indicateurs (selon la disponibilité). Par ailleurs, une section spécifique du [site web Europa](#) est consacrée aux indicateurs de la PAC. Elle propose de brefs textes analytiques, des tableaux clés en téléchargement ainsi que des graphiques et des cartes. Le schéma expose les sources de données disponibles au sein de l'UE et les relie au type d'indicateur, à la fréquence de mise à jour des données et aux modalités de collecte de celles-ci.

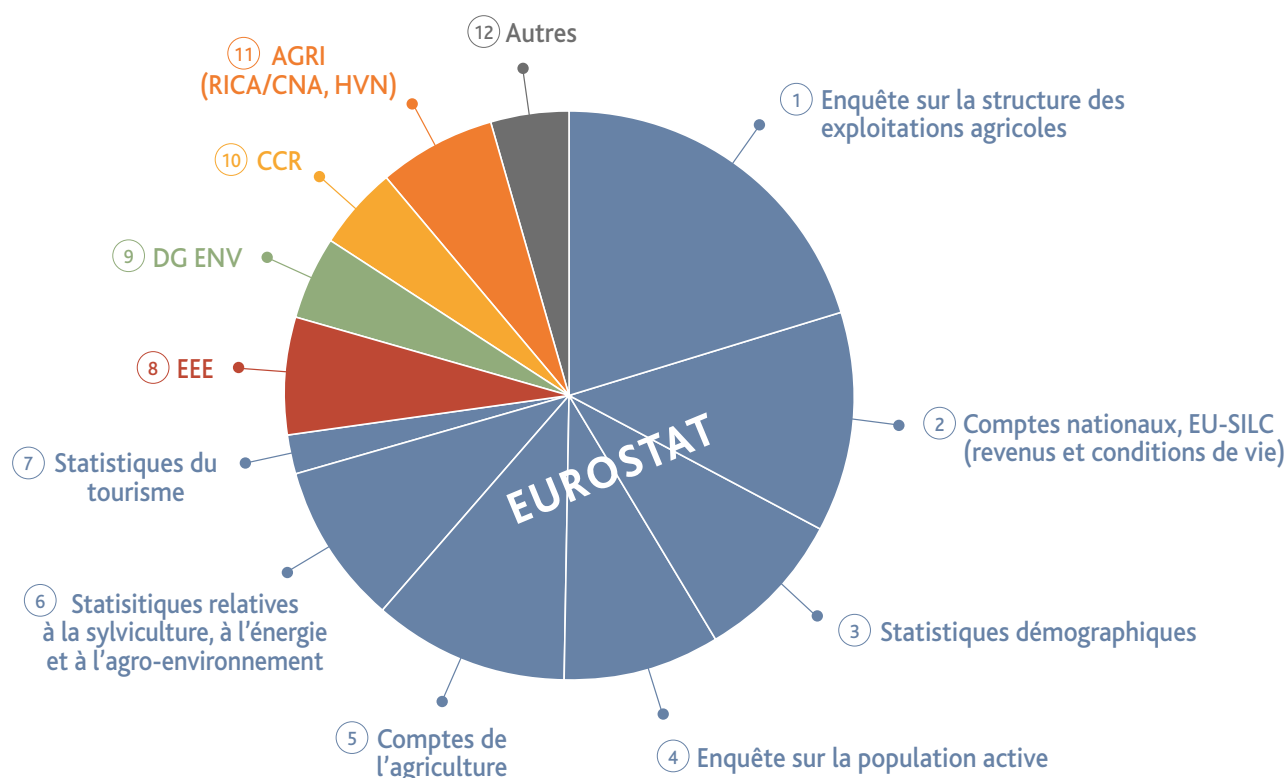


Lacunes dans les données identifiées au niveau de l'UE:

- L'absence d'un système de collecte des données harmonisé et unique
- L'absence d'une base légale pour la collecte de données (principalement en ce qui concerne les indicateurs environnementaux)
- La fréquence de diffusion des données est variable et parfois interrompue
- Le niveau de détails géographiques (nationaux, régionaux)

Enfin, la Commission européenne a conclu que la plupart des indicateurs de contexte communs s'appuient sur des sources de données issues du niveau européen, qui ne sont pas toujours complètes ou régulièrement mises à jour et qui sont souvent inaccessibles au niveau régional. Par conséquent, il est essentiel d'identifier la disponibilité des données au niveau des États membres bien à temps afin de soumettre les rapports pertinents à la Commission européenne en temps et en heure. ■

SOURCES DE DONNÉES UE LIÉES AUX TYPES D'INDICATEURS



1 Structures et pratiques agricoles C.17 - C.18 - C.19 - C.20 - C.21 - C.22 - C.23 - C.24 - C.33.2 - C.39

MISE A JOUR

- Tous les 3-4 ans
- Recensement agricole complet tous les 10 ans
- 2 sondages intermédiaires (le dernier a eu lieu en 2013)

COLLECTE

- Tous les Etats membres sur une base (juridique) commune, doivent collecter les informations au niveau des exploitations agricoles en différents lieux géographiques

3 Population et territoire C.01 - C.02 - C.03 - C.04

MISE A JOUR

- Annuellement
- Recensement de la population tous les 10 ans

COLLECTE

- Les Etats membres communiquent les chiffres de la population à Eurostat le 1er janvier. Les collectes de données démographiques se font sur une base volontaire.

2 Développement économique et structure de l'économie C.08 - C.09 - C.10 - C.11 - C.12 - C.16

MISE A JOUR

- Annuellement (certains même trimestriellement)

COLLECTE

- Chaque Etat membre séparément conformément au système européen de comptes nationaux et régionaux 2010

4 Emploi C.05 - C.06 - C.07 - C.13

MISE A JOUR

- Trimestriellement et
- Annuellement

COLLECTE

- Les Etats membres communiquent à Eurostat les données résultant de leur enquête nationale respective sur la population active. Ces enquêtes couvrent tous les secteurs économiques y compris l'agriculture.



5 Production et revenus agricoles
C.14 - C.25 - C.26 - C.27 - C.28

MISE A JOUR

- Données nationales et régionales communiquées annuellement

COLLECTE

- Les instituts nationaux de statistique ou les ministères de l'Agriculture collectent les données ou calculent le CEA national.
- Eurostat produit des chiffres consolidés pour l'UE.

6 Sylviculture, agro-environnement et énergie
C.15 - C.29 - C.35 - C.40.1 - C.43.1 - C.44

MISE A JOUR

- Sylviculture: annuellement pour les données comptables; 2 fois par an pour les données sur la production du bois
- AE: dépend du type d'indicateur
- Énergie: données communiquées annuellement par EM

COLLECTE

- Sylviculture: Les EM correspondent au moyen du questionnaire commun sur le secteur de la sylviculture
- Sylviculture & AE: Sur la base d'un commun accord
- Énergie: annuellement au moyen de questionnaires communs OCDE/AIE-UNECE

7 Tourisme
C.30

MISE A JOUR

- Données communiquées mensuellement et annuellement

COLLECTE

- Données collectées par le biais de questionnaires complétés par des établissements hôteliers
- Enquêtes auprès des voyageurs

8 9 Environnement, biodiversité et climat
C.31 - C.34 - C.36 - C.40.2 - C.45

MISE A JOUR

- Corine Land Cover: tous les 6 ans
- Natura 2000: annuellement
- État de conservation des types d'habitat et des espèces: tous les 6 ans
- Inventaire européen des GES: annuellement
- Enquêtes auprès des voyageurs

COLLECTE

- Corine Land Cover: Coopération avec les membres de l'EEE et GMES/Copernic
- Natura 2000: données soumises par les EM DG ENV/ État de conservation des types d'habitats des espèces: EM surveillent les types d'habitats et les espèces qui présentent un intérêt pour la communauté
- Inventaire européen des GES: les EM communiquent leurs données au CCNUCC
- WISE : partenariat entre le CE et l'EEE sur les connaissances relatives à l'eau.

10 Sol
C.41 - C.42

MISE A JOUR

- Couche de sol arable, limites de contaminations, Copernic, stratification agro-économique globale, dépendent des données disponibles
- Enquête LUCAS: annuellement

COLLECTE

- Le CCR fournit des estimations fondées sur un modèle informatique empirique (RUSLE) + LUCAS
- Cartographie de la teneur en carbone de la couche de sol arable élaborée par le CCR sur la base de données fournies par LUCAS

11 Agro-environnement.
C.32 - C.33.1 - C.37

MISE A JOUR

- RICA: annuellement
- CNA: Rapport PDR
- HVN: dépend des sources de données

COLLECTE

- RICA: enquêtes menées par les EM sur les données comptables collectées sur un échantillon d'exploitations agricoles
- CNA: rapporté par les EM à la DG AGRI dans le PDR
- HVN: rapporté et estimé par les EM via les méthodes et en se fondant sur les sources de données nationales/régionales.

12 Sylviculture et énergie
C.43.1 - C.38

MISE A JOUR

- EurObserv'ER, EBB et ePURE: annuellement
- SoEF – Forest Europe/UNECE/FAO: tous les 5 ans

COLLECTE

- EurObserv'ER, EBB et ePURE: données relatives à la production de biogaz, de biodiesel et de bioéthanol
- SoEF – Forest Europe/UNECE/FAO: la collecte des données pour le rapport de Forest Europe dépend d'un ensemble de critères et d'indicateurs pan-européens.





CALENDRIER – QUEL EST LE PROGRAMME?

Octobre 2015:

- **SI – 14 octobre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur l'évaluation de LEADER/CLLD. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **PL – 19 octobre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur la mise sur pied du système de réponse aux QE. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **RO – 19 octobre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur le SCSE. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **HU – 19 octobre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur le SCSE et la mise sur pied du système de réponse aux QE. [Pour en savoir plus >>>](#)

- **BE – 19 octobre 2015 - Atelier du REDR sur l'autoévaluation:** Le Helpdesk présente les différences entre l'autoévaluation et l'évaluation. [Pour en savoir plus >>>](#)

- **BE- 20 octobre 2015 – Groupe directeur des réseaux ruraux de l'UE:** le Helpdesk présente son programme de travail annuel et annonce de nouveaux travaux thématiques sur LEADER/CLLD ainsi que des événements sur la HVN, l'évaluation ex post et l'évaluation des RRN. [Pour en savoir plus >>>](#)

- **LT – 21 octobre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur le SCSE et la mise sur pied du système de réponse aux QE. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **CZ – 26 octobre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur la mise sur pied du système de réponse aux QE. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **FI – 26 octobre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur la mise sur pied du système de réponse aux QE. [Pour en savoir plus >>>](#)

- **DK – 27 octobre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur la mise sur pied du système de réponse aux QE et l'évaluation de LEADER/CLLD. [Pour en savoir plus >>>](#)

- **LT – 27-28 octobre – Atelier de bonnes pratiques sur l'évaluation des effets environnementaux,** co-organisé par le Helpdesk Évaluation, le Forum environnemental balte et le ministère de l'Agriculture lituanien. [Pour en savoir plus >>>](#)

- **SE – 28 octobre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur l'évaluation de LEADER/CLLD. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **SK – 28 octobre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur la mise sur pied du système de réponse aux QE. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **AT – 29 octobre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur le SCSE et la mise sur pied du système de réponse aux QE. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE(VL) & NL – 29 octobre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur l'évaluation de LEADER/CLLD. [Pour en savoir plus >>>](#)

Novembre 2015:

- **PT – 3 novembre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur le SCSE. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BG – 5 novembre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur la mise sur pied du système de réponse aux QE. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **MT – 9 novembre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur le SCSE et la mise sur pied du système de réponse aux QE. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE (WL) – 10 novembre 2015** – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur le SCSE. [Pour en savoir plus >>>](#)



- **BE – 12 novembre 2015 – 8^e réunion du groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la PAC.**

[Pour en savoir plus >>>](#)

- **HR – 19 novembre 2015 – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur le SCSE évaluation de LEADER/CLLD.**
[Pour en savoir plus >>>](#)

- **BE – 26 novembre 2015 – Assemblée des réseaux ruraux de l'UE:** l'Assemblée des réseaux ruraux de l'UE aborde les programmes de travail annuels des deux réseaux ruraux et définit les thèmes prioritaires. Les principales priorités du Helpdesk Évaluation sont les jalons de l'évaluation (RAMO 2017, RAMO 2019, évaluation ex post) définis dans le règlement. Il est important que plusieurs des sujets soient explorés avec plus de profondeur du côté de l'évaluation: évaluation de la coopération transnationale et évaluation des piliers 1 et 2.
[Pour en savoir plus >>>](#)

- **ES – 30 novembre 2015 – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur l'évaluation de LEADER/CLLD.**
[Pour en savoir plus >>>](#)

Décembre 2015:

- **AT – 3 décembre 2015 – Groupe de réflexion du groupe de travail thématique "Évaluation des réseaux ruraux nationaux":** les membres du groupe de réflexion et les auteurs du document d'orientation abordent la première version des lignes directrices.
[Pour en savoir plus >>>](#)

- **CY – 4 décembre 2015 – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur le SCSE.** [Pour en savoir plus >>>](#)

- **PL – 7-8 décembre 2015 – Réunion du Réseau Rural Nordique-Baltique :** Le Helpdesk apporte des éléments sur l'évaluation de Réseaux Ruraux Nationaux. [Pour en savoir plus >>>](#)

- **LV – 14 décembre 2015 – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk sur l'évaluation de LEADER/CLLD.**
[Pour en savoir plus >>>](#)

2016:

- **LU – janvier 2016 – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk.** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **UK & IE – 3 février 2016 – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk.** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **IT – 15 février 2016 – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk.** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **NL – 16 février 2016 – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk.** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **DE – 25 février 2016 – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk.** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **FR – Mars 2016 – Événement de renforcement des capacités du Helpdesk.** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **DE – À déterminer – Atelier de bonnes pratiques sur la HVN.**
[Pour en savoir plus >>>](#)



.....

Le Helpdesk Évaluation travaille sous la supervision de l'unité E4 (Évaluation et études)
de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne.

*Le contenu de cette lettre d'information ne reflète pas nécessairement
le point de vue officiel de la Commission européenne.*

Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural

BE-1040 Bruxelles, Boulevard Saint-Michel 77-79 (Métro Montgomery/Thieffry) **E-mail:** info@ruralevaluation.eu •
Site web: <http://enrd.ec.europa.eu/evaluation/> • **Tél.** +32 2 737 51 30 • **Équipe éditoriale:** Valérie Dumont,
Hannes Wimmer, Myles O. Stiffler • **Graphisme:** Karott' SA • **Collaborateurs:** Blanca Casares, Valérie Dumont, Fernando Fonseca,
Sari Rannanpää, Gerald Schwarz, Bill Slee, Myles O. Stiffler, Jela Tvrdonova, Hannes Wimmer

.....